



La place des régions dans le développement rural, exemples européens, et la mise en place du réseau rural en France

Sybille FOURNIER, Ministère de l'agriculture et de la pêche français





L'étude sur l'implication des régions européennes dans le développement rural

- Lettre de mission du 4 Juin 2008 pour le CGAER
- « - ...afin de disposer d'une vision précise et détaillée du rôle des régions en matière de politique agricole et de développement rural...
- « - faire ressortir les différentes approches retenues, en matière de prise de décision, d'organisation et de financement ...
- « - étude consacrée au deuxième pilier de la PAC. »
- Visites entre juillet et la mi-septembre en Espagne, Pologne, Allemagne, Italie, ainsi qu'aux services de la commission à Bruxelles.





Un paysage institutionnel différent selon les Etats

- Etat fédéral en Allemagne avec une gouvernance partagée entre le Bund et les Länder
- Communautés autonomes en Espagne avec une répartition des compétences
- Régions autonomes en Italie, dans un paysage institutionnel non stabilisé
- Une régionalisation récente en Pologne largement inspirée par le modèle français





Le secteur agricole et les régions

- En Allemagne, Italie et Espagne, le secteur agricole est une compétence régionale
- Une compétence large couvrant également une partie du domaine législatif
- Les services qui mettent en œuvre appartiennent en général aux régions
- Absence de services déconcentrés de l'Etat





Les aides du 1er pilier

- Les aides du premier pilier sont européennes :
 - Pas de cofinancement national ou régional du paiement unique.
 - Les règles sont européennes, et comprennent des options nationales applicables dans tout l'Etat membre.
 - Les régions ont été consultées en Allemagne, Italie et Espagne sur les options nationales concernant le niveau de découplage et le mode de calcul du paiement unique





Les aides du 1er pilier

Les options nationales pour le premier pilier sont les suivantes :

- Allemagne: découplage total et régionalisation avec péréquation entre régions
- Italie: découplage total mais références historiques
- Espagne: découplage partiel et références historiques
- Régime des nouveaux Etats membres comme la Pologne : découplage total et DPU régionalisés





Les aides du 1er et du 2d pilier

Poids relatifs des deux piliers (dépenses annuelles, fonds européens exclusivement)				
Etat membre	Aides totales	Premier pilier	Second pilier	% second sur total
Allemagne	6 808	5 649	1 159	17
Espagne	6 914	5 884	1 031	15
Italie	5998	4 813	1 185	19,7
Pologne	3 099	1 209	1 890	61
France	10 091	9 171	920	9
Europe	55 023	42 025	12 998	23,6





Le 2d pilier, les aides liées au FEADER

Le périmètre du ou des programmes de développement rural est un choix de l'Etat membre que la Commission entérine.

Les programmes de développement rural sont régionaux, sauf en Pologne.

Dans les autres Etats membres (hors étude), seuls la Belgique et le Royaume-Uni, ainsi que le Portugal et la France pour leurs régions d'outre-mer et insulaires, ont des programmes de niveau infra-national.





La régionalisation et le 2d pilier

La régionalisation du PDR implique :

- que le produit de la modulation reste au niveau de la région, avec d'éventuelles conséquences financières pour elle (équilibre de la contrepartie nationale);
- le respect des minima par axe au niveau de la région;
- la gestion au niveau régional des écarts entre la prévisions de dépenses et la consommation des crédits.





Le 2d pilier

Dans les Etats membres qui ont choisi la régionalisation, le plan stratégique national (PSN) assure la cohérence nationale. Cependant, la stratégie encadre plus ou moins les programmes selon les pays:

- **Allemagne, le Bund a reçu des compétences cadrées par une loi fédérale (GAK) avec un dispositif de gouvernance sophistiqué (Planak), qui donne de fait un droit de veto à l'Etat.**
- **Espagne, les 18 PDR relèvent d'un comité de pilotage unique, où régions et Etat recherchent le consensus.**
- **Italie, il existe également un dispositif de concertation permanente entre Etat et régions.**

Une maquette budgétaire est préalablement établie pour chaque programme. Elle prévoit une ventilation des crédits entre les régions ainsi que l'origine des contreparties.





Le 2d pilier selon chaque Etat membre

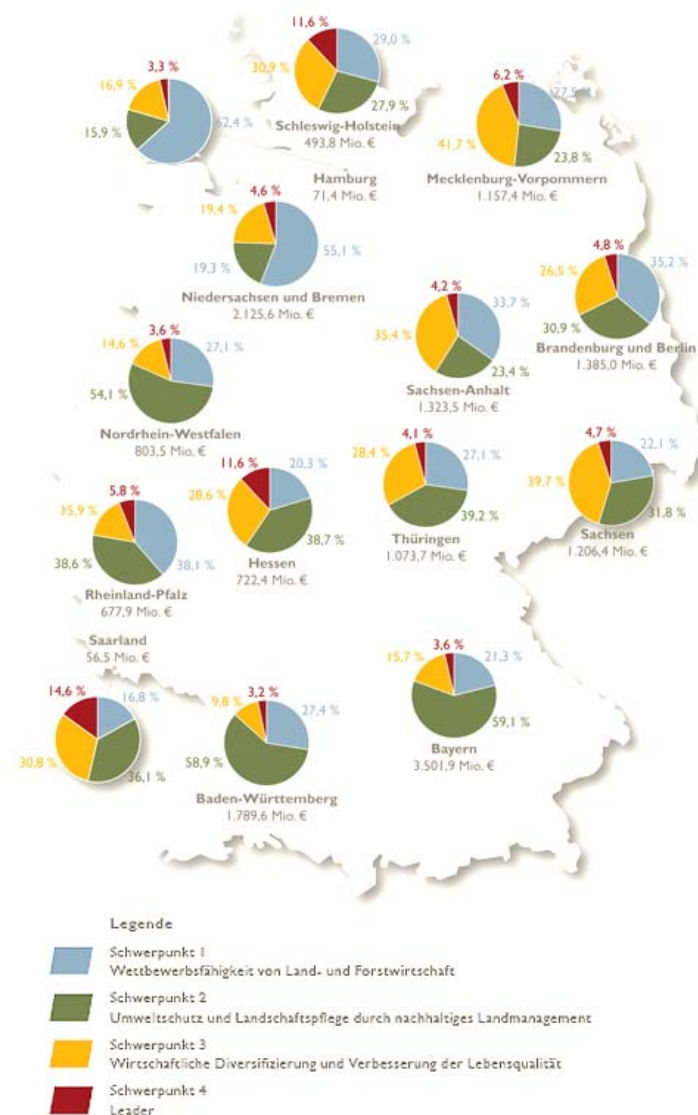
En Allemagne, le Bund cofinance (à hauteur de 60% de la contrepartie nationale) un tronc commun de mesures, défini par la loi fédérale, ouvertes au choix des régions

En Espagne, six mesures obligatoires doivent être reprises dans chacun des programmes régionaux et reçoivent des financements supplémentaires de l'Etat

En Italie, l'Etat est simple cofinanceur des mesures décidées par les régions.

L'esemple de l'Allemagne

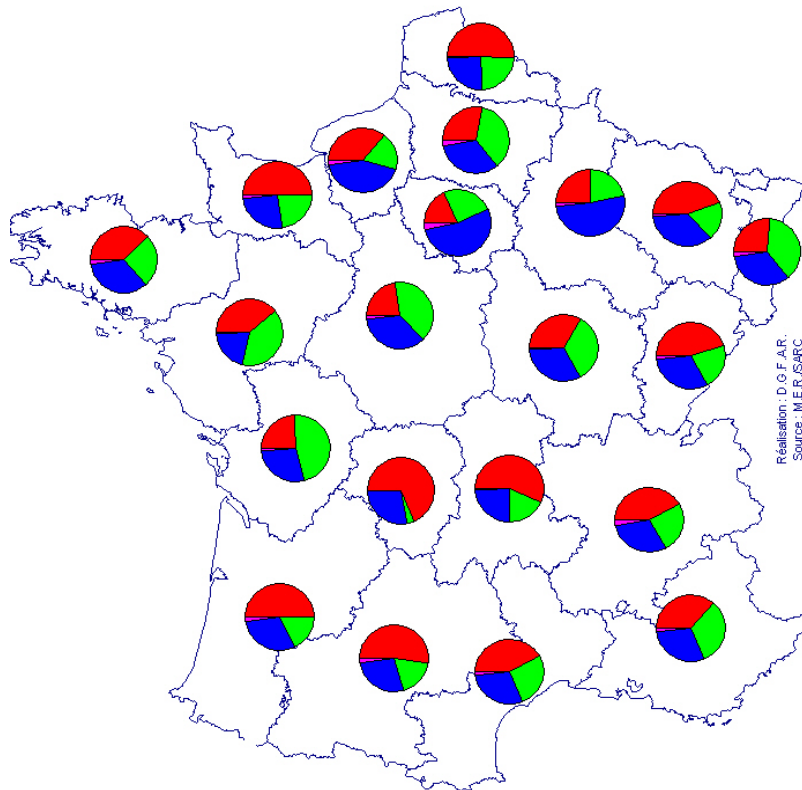
En Allemagne, le niveau d'engagement financier des Länder est variable. Il contribue à fortement personnaliser chaque programme régional, puisque le BUND ne participe pas au financement de certaines mesures.





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Cartographie de la France en fonction des axes du FEADER



Réalisation: D.G.F.A.R.
Source: M.E.R./SARC
Date: 2006

- Axe 1
- Axe 2
- Axe 3
- Assistance technique

Enveloppes FEADER par région et par axe (%)





Les régions comme autorité de gestion

Les services des régions sont autorité de gestion.

A noter qu'en Pologne, où il n'y a pas non plus de services déconcentrés de l'Etat, la gestion d'une partie des mesures du programme national est déléguée aux régions.

Une multiplication des agences de paiement accompagne la régionalisation des PDR. Les agences régionales assurent souvent aussi le paiements du DPU (premier pilier).



L'exemple de l'Espagne

Cas de la JUNTA ANDALUCIA :

Les services « centraux » de l'agriculture à Séville comptent près de 900 personnes, sans compter les niveaux province et canton.

La communauté autonome d'Andalousie supporte 42,3% des dépenses publiques totales du PDR régional (qui en comporte un total de 3,764 Mds € en 2008, soit un effort budgétaire de près de 1,6 Mds €).





Une compétence d'animation et de coordination de l'Etat: le réseau rural

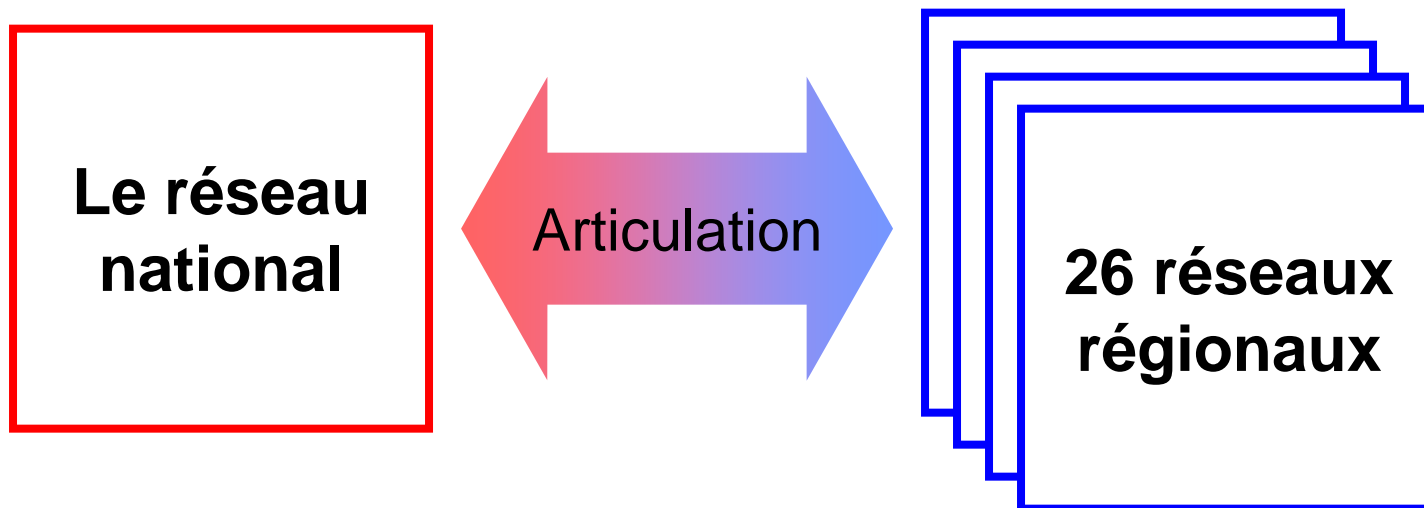
L'exemple de la France





Architecture du réseau rural français

Le réseau rural français
= **1 réseau national** + **26 réseaux régionaux** + *leur articulation*





Le réseau national

- Les co-pilotes : le MAP, autorité de gestion et la DIACT.
- L'Assemblée = réunit les organismes nationaux de développement rural à vocation nationale + les référents des 26 réseaux régionaux (100 à 150 personnes), une composition évolutive
- La Commission permanente
- La Cellule d'animation externalisée





En région, un pilotage Etat-Région

- Co-piloté par le Préfet de région et le président du Conseil régional
- Structuration laissée à l'appréciation des copilotes régionaux
- Une association large des acteurs locaux
- Articulation entre le réseau rural régional et les comités de suivi et de programmation

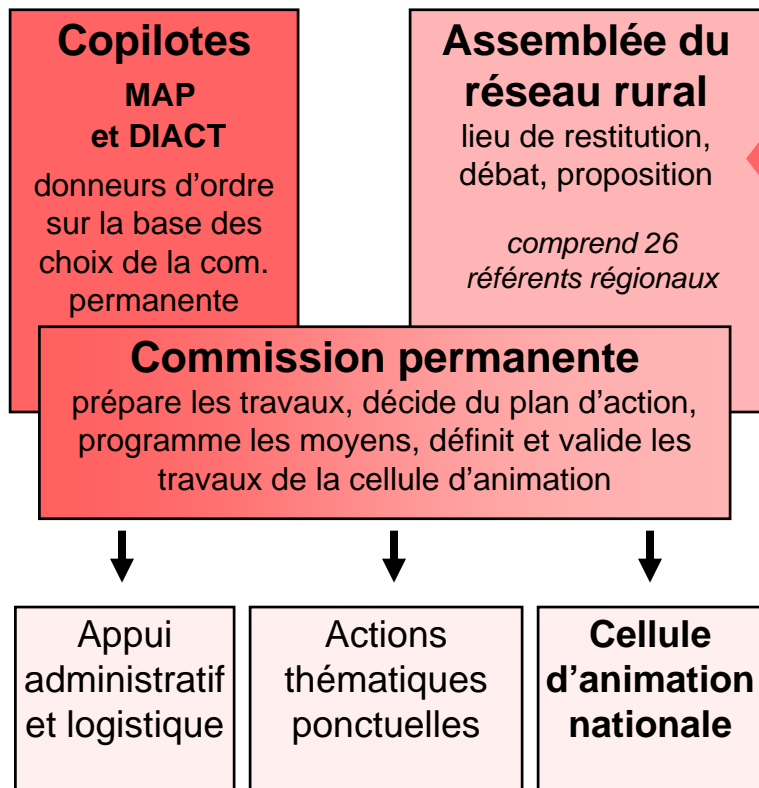




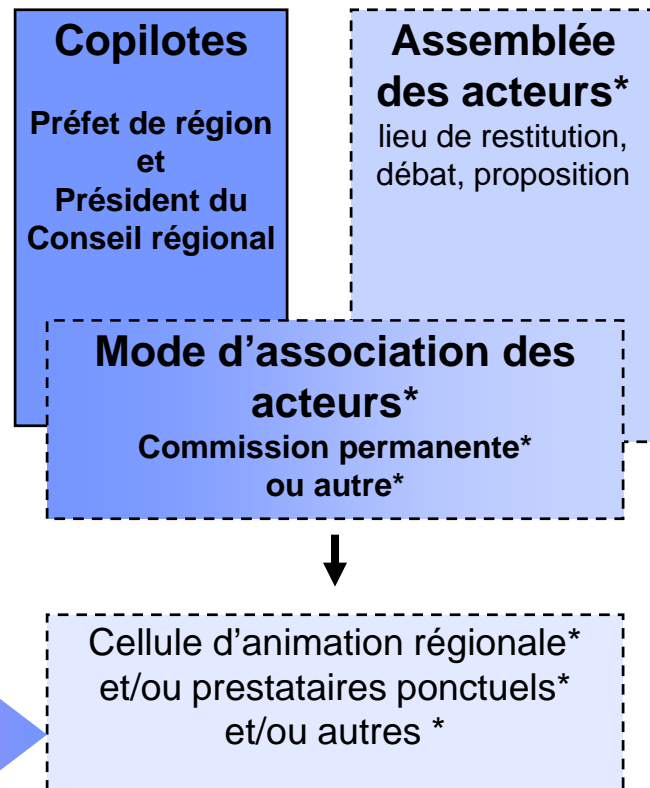
Architecture du réseau rural français

Réseau rural français = **réseau national** + 26 **réseaux régionaux** + *leur articulation*

Architecture du réseau national



Architecture d'un réseau régional



Désignation de référents régionaux

Travaux communs (avec 26 correspondants régionaux)

Liens à définir



Le séminaire de lancement du réseau

- La thématique « Territoires, activités économiques et développement durable »
 - Développement d'une économie agricole de proximité
 - La biomasse
 - Accueil des nouvelles populations
 - La filière bois au regard de l'énergie
 - La gouvernance alimentaire des agglomérations et la relocalisation des productions agricoles
 - Gestion territoriale des emplois et des compétences

